

L'AUTHENTIQUE

N°130 lundi 11 août 2003. Prix 200 UM. 1 Euro. Décadaire d'informations - e-mail : lauthentique2003@yahoo.fr

La BCM incriminée

Pour comprendre la crise monétaire inextricable dans laquelle la Mauritanie est plongée depuis quelque temps, il est nécessaire d'analyser le rôle central qu'y a joué la Banque Centrale elle-même. Dès lors, l'équation posée repose sur deux considérations : la redéfinition de la monnaie et le rôle traditionnel d'une banque centrale dans l'activité économique d'un pays

Pour rendre la notion monétaire accessible à l'entendement populaire, loin des définitions scolastiques ou encyclopédiques, nous dirons que la monnaie en tant qu'instrument d'échanges, est une marchandise comme toutes les autres marchandises. Elle se distingue cependant par le fait qu'elle est recherchée par tous les acteurs économiques et chose exceptionnelle, elle ne tire pas sa valeur d'elle-même. Dans le passé, à l'époque de l'étalon-or, elle tirait sa force de la réserve en or détenue par la banque centrale du pays. Elle a ensuite puisé sa puissance dans la force juridique. Aujourd'hui, cette force juridique seule ne suffit plus; un autre élément déterminant est apparu, c'est la confiance. De nos jours, toute monnaie repose sur la confiance que les opérateurs économiques lui donnent. Celui qui remet en question cette confiance menace gravement l'existence de la monnaie. Or les agissements de la Banque Centrale de Mauritanie ont sabordé la confiance de l'ougouya. Pour comprendre cette assertion, arêtons-nous un peu sur le rôle dévolue à une banque centrale dans le système économique.

Rôle de la banque centrale

Entre autres missions, la banque centrale garantit l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché financier et monétaire, mais aussi sur celui des services et des autres biens. Elle doit ajuster le prix de la monnaie en intervenant à partir de ses propres réserves en devises d'une part, et d'autre part elle doit mener une politique saine et transparente de contrôle sur le volume des dépôts en maniant avec intelligence et dextérité le taux d'intérêt. Elle doit pouvoir encourager l'épargne plus que les investissements. En cela, elle doit prendre des décisions purement économiques et ne pas prétendre régenter la monnaie à partir de décrets administratifs et bureaucratiques secs et tranchants. Le problème qui se pose au niveau de la banque centrale de Mauritanie, c'est que les mesures prises pour résorber la crise, au lieu de l'atténuer n'ont fait que l'empirer. En décidant d'administrer la monnaie par décret, et de pérenniser d'anciennes habitudes néfastes jusque-là adoptées vis-à-

vis des institutions monétaires internationales, telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, la banque centrale a trahi le citoyen mauritanien. Car la monnaie est la seule valeur qui n'admet pas les fausses manipulations. Seule la transparence et l'équité constituent sa force.

Problèmes

Il y a quelques mois, la banque centrale comme les autres acteurs économiques, a remarqué que les devises commençaient à se faire rare et à être de plus en plus chères. Au lieu d'appliquer le bon remède qui consiste à offrir davantage de devises pour faire baisser les cours, la banque centrale a plutôt thésaurisé l'ougouya, retirant du circuit économique la plus grande partie de la masse monétaire. Elle pensait qu'en procédant ainsi, la rareté de l'ougouya va ajuster les prix et contenir l'inflation. Cette "thésaurisation" de la monnaie nationale n'a pas été accompagnée d'une élévation des taux d'intérêt pour augmenter le volume des dépôts ni par une restriction des dépenses publiques exorbitantes. En fait la banque centrale de Mauritanie, qui n'a pas de rapport direct avec la clientèle, a gardé l'argent pour faire du tort au citoyen mauritanien en vidant les banques primaires des instruments de paiement et en les rendant incapables d'honorer leurs clients. Le citoyen à son tour a réagi énergiquement à cette politique musclée. Il a décidé de garder ses ouguiyas chez lui. Là, un autre problème a surgi. Ne pouvant garder des dizaines de millions d'ougouyas autrement que dans de gigantesques coffres, le citoyen a commencé à rechercher des devises, même s'il n'en a pas besoin. Car, en volume, elles sont moins encombrantes. De là, la demande en devises qui monte en flèche et subséquemment son prix, ont connu une courbe ascendante. Ceux qui n'ont pas acheté des devises, ont continué à garder l'ougouya loin du circuit économique. De jour en jour, le manque de confiance des clients vis-à-vis des banques primaires augmente... Si la situation perdure, toutes les institutions financières vont couler indubitablement.

Par ailleurs, pour accompagner sa décision d'emprisonner l'ougouya dans

ses coffres, la banque centrale a pris une autre mesure plus pernicieuse. Elle empêche tout simplement les citoyens d'amener avec eux des montants en devises supérieurs à 300.000 UM. Les douaniers sont appelés à la rescousse. Pour contourner l'obstacle, les commerçants qui sortent avec des millions, auraient décidé de corrompre les douaniers, quitte à reporter ces "frais" sur le prix des marchandises qui reviennent encore plus chers pour les ménages. Cette opération a poussé beaucoup de gros hommes d'affaires et de commerçants à ouvrir des comptes à l'étranger et à fructifier un autre genre de trafic qui consiste à récupérer à l'étranger les devises détenus par les mauritaniens désireux de se rendre au pays et leur verser l'équivalent en ouguiya une fois chez eux. Le résultat est qu'il n'y a plus de devises qui entre en Mauritanie. Une nouvelle culture est née : la chasse aux devises !

Perspectives

Il faut d'abord enlever toutes les restrictions qui entravent la libre circulation des devises. Cela servira à démystifier le mythe rattaché à ces monnaies et à enlever leur caractère presque sacré qu'elles ont gagné. Car laisser les devises sortir librement équivaldra également à les faire revenir librement.

Il faudrait ensuite aider les banques primaires à retrouver la confiance de leurs clientèles en leur disponibilisant le maximum d'ougouyas nécessaires à leurs transactions. Car sans une véritable réhabilitation de cette confiance perdue, c'est l'ensemble de l'économie nationale qui risque de s'écrouler.

La troisième solution consiste à laisser flotter l'ougouya pour rétablir l'équilibre avec les monnaies étrangères, et ne plus fixer ses taux par des décrets administratifs figés. Autrement, ne fixer que des taux que la banque centrale pourra honorer. Enfin, annuler toutes les restrictions concernant les ventes des devises aux bureaux de change et aux banques primaires mais aussi s'abstenir des prix d'écrités d'avance quitte à procéder par des ventes aux enchères publiques des devises.

Houcine Ould Mahand